

Le 7 avril 2010

Madame Moya Greene
Présidente-directrice générale
Société canadienne des Postes
2701, promenade Riverside
Ottawa (Ontario)
K1A 0B1

Madame Greene,

Je vous écris au nom des 600 000 membres du Syndicat canadien de la fonction publique afin de vous faire part de mon inquiétude au sujet des projets de privatisation des centres d'appel de service à la clientèle de Postes Canada et de son Centre national de philatélie.

Les services publics des postes font partie des éléments de base de nos communautés et de notre pays. Ils gardent les Canadiens en lien les uns avec les autres et soutiennent les économies locales. Le SCFP appuie l'Alliance de la fonction publique du Canada qui demande à Postes Canada de garder ses activités publiques et de repenser la restructuration de ses centres de contact.

L'impartition des centres d'appel et des activités liées aux timbres menace la qualité des services et leur accessibilité et pourrait faire grimper les coûts. Le SCFP a analysé en profondeur la sous-traitance et la privatisation. Nos recherches, ainsi que l'expérience de nos membres sur le terrain, montrent que la privatisation est une approche à courte vue de la prestation de services.

L'élimination de plus de 300 bons emplois qui soutiennent la communauté est un dur coup pour les municipalités qui s'efforcent de sortir de la récession, en particulier les petites collectivités comme Antigonish. La privatisation de ce point de contact essentiel mènera aussi à la fragmentation d'un service autrefois intégré et les Canadiens pourraient avoir plus de difficulté à obtenir de l'information sur leurs services postaux.

La sous-traitance de ces volets des activités de Postes Canada ouvre la porte à une privatisation à plus grande échelle de nos services postaux publics, ce à quoi le SCFP s'oppose fermement. Postes Canada est une société d'État dont la situation financière est extrêmement solide et qui peut adapter et moderniser ses activités sans devoir recourir à la privatisation.

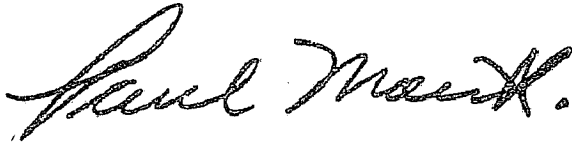
.../2



Je vous prie instamment de reconsidérer ce plan de restructuration et de chercher plutôt des solutions publiques adaptées aux services postaux de notre pays.

Dans l'attente de votre réponse et de la tenue d'un dialogue sur la question, je vous prie d'agréer, Madame Greene, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Le président national,

A handwritten signature in black ink, reading "Paul Moist". The signature is written in a cursive style with a large initial "P" and a stylized "M".

Paul Moist

cc. : John Gordon, président national, Alliance de la fonction publique du Canada
Denis Lemelin, président national, Syndicat des travailleurs et travailleuses des postes